

POPSU

Forum de la Résilience

MORCEAUX CHOISIS

ROUEN - 4 & 5 OCTOBRE 2021

En partenariat avec
Le Monde

COP
21
JE M'ENGAGE!
POUR LE CLIMAT



métropole
ROUEN-NORMANDIE

Ce livret restitue l'essentiel des débats qui se sont tenus au Forum de la résilience les 4 et 5 octobre 2021 au 106 à Rouen. Le forum a été organisé par la Métropole Rouen Normandie en partenariat avec l'Institut pour une culture de sécurité industrielle (ICSI) et le Plan urbanisme construction architecture (Puca). Ces deux journées d'octobre ont permis un temps de réflexion collective, avec des élus, des experts, des habitants, des entreprises, sur la capacité d'un territoire à faire face à des chocs de toute nature - risques industriels, changement climatique, pandémies... L'objectif était d'élaborer des pistes de travail concrètes pour projeter le territoire de la métropole rouennaise dans des stratégies de transition et construire ainsi un projet de société.

Forum de la Résilience

MORCEAUX CHOISIS
ROUEN - 4 & 5 OCTOBRE 2021

Sommaire

- 6** Programme
- 8** l'édito de Nicolas Mayer-Rossignol
- 10** l'édito d'Hélène Peskine

14 LES VILLES FACE AUX CATASTROPHES : RÉCITS DE LIÈGE, TOULOUSE ET ROUEN

15 Liège face aux inondations (2021)

19 Toulouse face à l'explosion de l'usine AZF (2001)

25 Rouen face à l'incendie des sites Lubrizol et Normandie Logistique

29 Les villes face aux défis des bouleversements climatiques

32 RÉSILIENCE ET VULNÉRABILITÉ : NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR DES VILLES EN TRANSITION

33 La résilience et la culture du risque en question

39 Résilience et axe Seine

44 L'in vraisemblable vulnérabilité du système urbain mondial

49 Les Métropoles : un nouveau référentiel pour Rouen, un nouveau récit et quelques limites

59 VERS DES VILLES ET DES TERRITOIRES RÉSILIENTS : QUELS LEVIERS ?

60 Repenser les interrelations entre les territoires

64 Ancrer la ville par le paysage et le « déjà-là »

68 Libérer la ville de l'emprise technologique

70 L'homme, la nature et la métropole

76 Pour une politique urbaine nationale et transnationale

82 imaginer la ville résiliente de demain

Programme

LUNDI 4 OCTOBRE

9H30 - OUVERTURE

Les enjeux du Forum

Marie Atinault, Vice-Présidente de la Métropole en charge des Transitions et innovations écologiques

Ivan Boissières, Directeur Général de l'ICSI

Hélène Peskine, Architecte, Urbaniste générale de l'État, secrétaire permanente du Plan Urbanisme Construction Architecture

10H - ATELIER

Comment favoriser la participation citoyenne à la prévention des risques industriels ?

Cédric Bourrillet, Directeur Général de la prévention des risques, ministère de la Transition écologique

Henri Gonzales, membre de la Conférence riveraine de Feyzin

Charlotte Goujon, Vice-Présidente de la Métropole Rouen Normandie

Murielle Laurent, Maire de Feyzin
Avec des représentants du monde économique, association Upside - Boucles de Rouen et des associations citoyennes locales

14H30 - ATELIER

La nature peut-elle sauver la ville ?

Philippe Madec, Architecte-urbaniste, Manifeste pour une frugalité heureuse
Marc Barra, Écologue, Institut Paris Région, Agence Régionale de la biodiversité

Laure Ferrier, Directrice de l'Union régionale des collectivités forestières de Normandie

Céline Mayer, Architecte-urbaniste, Les Cocottes Urbaines

16H - RENCONTRE

Rouen, regards croisés : storytelling et histoire vraie

Michel Bussi, Écrivain et géographe
Stany Cambot, Architecte, auteur, « Échelle Inconnue »

Jean Debrie, Professeur des universités en aménagement et urbanisme - Paris 1, co-auteur de « La métropole performative ? Échelles de la fabrique métropolitaine rouennaise »

Fabienne Fendrich, Architecte et paysagiste, chargée de mission Innovation, Expérimentation au ministère de la Culture

17H30 - DIALOGUE

Penser la métropole post-carbone et la faire

Alain Bourdin, Sociologue et urbaniste, professeur émérite École d'urbanisme de Paris

Hélène Peskine, Architecte, urbaniste générale de l'État, secrétaire permanente du PUCA

Marie Atinault, Vice-Présidente de la Métropole en charge des Transitions et innovations écologiques

18H30 - TABLE RONDE « LE MONDE »

Les villes face aux catastrophes : comment se relever ?

en partenariat avec *Le Monde*

Aziza Akhmouch, Cheffe de division Villes, Politiques Urbaines et Développement durable - OCDE

Willy Demeyer, Bourgmestre de Liège

Marie-Christine Jaillet, Responsable scientifique du programme Popsu Métropole, Présidente du Conseil de développement de Toulouse Métropole
Samuel Rufat, Maître de conférence à l'Université de Cergy-Pontoise et responsable du master Géomatique appliquée aux études urbaines et aux risques, auteur de « Résiliences : sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes »

Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie

Avec de nombreux témoignages internationaux : Bilbao, Fukushima, New-York, Seveso

MARDI 5 OCTOBRE

9H30 - TABLE RONDE

Résilience économique et Axe Seine

Édouard Philippe, Maire du Havre,
Président Le Havre Seine Métropole
Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen et
Président Métropole Rouen Normandie
Avec
Emmanuel Assié, Président de Webaxys
François Bouché, Président de Valgo
Thomas Denis, Directeur du site de Cléon -
Groupe Renault
Sonia Dubes, Présidente de Logistique
Seine- Normandie

11H - ATELIER

Alerte des populations et gestion de crise

Alban Bruneau, Maire de Gonfreville-
l'Orcher, Président d'AMARIS
Eric Collard, Président du VISOV
Frédéric Courant, Président de la Mission
de modernisation de la culture du risque
Johnny Douvinet, Géographe, Université
d'Avignon
Hélène Moumrikoff, Déléguée générale du
GESIP
Lieutenant-Colonel Romain Moutard,
Directeur de programme interministériel,
Ministère de l'Intérieur
Isabelle Richard, Fondatrice du bureau
d'études et de recherches Environnons

14H30 - ATELIER

Du global au local : l'impact du réchauffement climatique sur la Seine

Benoit Laignel, Climatologue, expert du
GIEC international, Président du GIEC local
Émilie Gascon, Architecte, École nationale
supérieure d'architecture de Versailles
Jean-Luc Léger, Président du CESER de
Normandie
Frédéric Rossano, Paysagiste « Vivre avec les
crues en temps de changement
climatique »

16H - RENCONTRE

La Seine, être vivant : les enjeux de la personnalisation juridique des éléments naturels, récit d'une démarche exemplaire

Camille de Toledo, Écrivain, auteur de « Le
fleuve qui voulait écrire ... mise en récit des
auditions du Parlement de Loire »
Dialogue avec **Joëlle Zask**, Philosophe,
« Zoocities : des animaux sauvages dans la
ville »

17H30 - DIALOGUE

Résilience des métropoles : effet de mode ? nouveau modèle ?

Stéphane Cordobes, Géographe, École
urbaine de Lyon et Agence nationale des
territoires, auteur de « Si le temps le
permet, une enquête sur le territoire du
monde anthropocène »
Xavier Desjardins, Professeur des
Universités - Sorbonne Université,
responsable scientifique Popsu - Rouen « La
Gouvernance des métropoles et des régions
urbaines »

18H30 - TABLE RONDE « LE MONDE »

La ville, la nature, le vivant : imaginer aujourd'hui la ville résiliente de demain ?

en partenariat avec *Le Monde*
David Djaïz, Haut-fonctionnaire et
enseignant, auteur de « Slow Démocratie.
Comment maîtriser la mondialisation et
reprendre notre destin en main », « Le
nouveau modèle français »
Jacques Ferrier, Architecte et urbaniste
Michel Lussault, Géographe, « Chroniques
de géo-virale »
Jacqueline Osty, Paysagiste, Grand Prix de
l'Urbanisme 2020
Joëlle Zask, Philosophe, « Zoocities : des
animaux sauvages dans la ville »
Avec les témoignages de **Cyril Dion**,
Camille Étienne, **Frédéric Lenoir**, **Pierre
Rosanvallon**



**Nicolas Mayer-Rossignol,
Président de la Métropole Rouen Normandie, Maire de Rouen**

En ces temps de pandémie, d'urgence climatique, l'exigence de résilience est planétaire et nous y participons tous, où que nous soyons dans le monde. Celle dont nous parlons ici se construit d'abord à partir des territoires, quand une ville, une métropole interroge son modèle et sa trajectoire. Pour se concrétiser, elle doit « embarquer » celles et ceux qui vivent, produisent, innovent quelque part : il s'agit de transformer la ville ensemble, mieux, de la changer, en s'appuyant sur ses ressources, ses cultures, son histoire, ce qui la fait singulière, loin des formats uniformes ou standardisés dont souffrent globalement nos modèles urbains.

Rouen a vécu un choc profond le 26 septembre 2019, bouleversant ses certitudes, interrompant le récit de sa métropolisation, interpellant un ADN industriel et portuaire, qui fit et fait toujours sa fierté. L'accident a agi comme un accélérateur. Depuis, des impulsions fortes ont été données à différentes échelles : montée en force des politiques de transition, culture du risque, bien sûr, renaturation,

renforcement des coopérations sur l’Axe Seine (Paris- Rouen- Le Havre), nouvelle concertation pour redessiner un éco-quartier qui fait le lien entre le centre-ville historique et les espaces industriels, écriture de la candidature de Rouen au titre de Capitale Européenne de la Culture 2028 étendue à l’ensemble de la vallée de la Seine Normande. Le territoire se relève, l’histoire en train de s’écrire peut-elle être celle de sa résilience ?

Nous sommes dans le domaine du temps long, celui d’une transformation profonde. Chaque année, à la date anniversaire de l’accident, dans le cadre de l’évènement « Rouen Métropole, Capitale du Monde d’Après », nous posons la question de nos avancées à travers un « Forum de la Résilience », construit en partenariat avec la Plateforme POPSU, qui convoque chercheurs, praticiens, acteurs, intellectuels afin de cheminer entre focale large – regard international, comparaison et échange avec d’autres figures, d’autres inspirations, d’autres villes- controverses et regard rapproché, permettant de discuter le global et le local, d’évaluer les obstacles, la pertinence des directions empruntées ici et là-bas.

Six mois après, alors que l’Europe et le Monde sont confrontés à une crise majeure, les mots prononcés les 4 et 5 octobre 2021 par nos intervenants, venus de France ou de beaucoup plus loin, conservent toute leur acuité : l’urgence est partout, elle nous commande d’agir vite et ensemble.



**Hélène Peskine,
Secrétaire permanente du Puca**

Au Plan urbanisme construction architecture, nous sommes attachés à apprendre des territoires en faisant de la « recherche-action », dans le cadre du programme « Métropoles » de la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines (POPSU) dont la Métropole Rouen Normandie est partenaire.

Nous travaillons la notion de résilience, et plus largement, les questions de solidarité, de performance environnementale mais aussi d'innovation : c'est en partie par des solutions techniques et technologiques que nous répondrons à des problématiques telles que l'adaptation aux risques mais également par la prévention, la sobriété, autant d'outils mis en avant dans nos travaux. Une des questions fondamentales de ces recherches tourne autour de la question de « l'atterrissage » au sens de Bruno Latour. Une fois qu'on a conçu, pensé ces issues, ces solutions, ces stratégies, comment peut-on les mettre en œuvre ?

Les stratégies sont très différenciées selon les territoires ; des scènes comme ce Forum de la résilience trouvent alors une résonance particulière et permettent de comprendre ce qui se joue dans un territoire particulier, pour monter ensuite en généralité. La Métropole Rouen Normandie présente une grande diversité de communes, dont certaines très rurales, qui nécessite des stratégies de transition adaptées. C'est particulièrement révélateur de regarder de près ce territoire : qu'il s'agisse de l'eau, de l'énergie, de la mobilité, on est aussi dans un territoire singulier, qui construit une stratégie adaptée à son histoire et à sa géographie, l'axe Seine, son histoire industrielle, son histoire sociale.

Et ce qu'on apprend finalement d'un programme national tel que POPSU Métropoles, c'est qu'on est capable d'éclairer une diversité de configurations urbaines à partir d'exemples singuliers qui sont autant d'expériences différenciées.

Marie Atinault
Vice-Présidente de la Métropole en charge des Transitions
et innovations écologiques

Le terme de « résilience » est parfois un peu maltraité, un peu galvaudé, on le « sort du chapeau » à de nombreuses occasions sans parfois savoir très exactement ce qu'il veut dire et ce qu'il signifie. Pour ce « forum de la résilience », nous avons voulu deux jours de travail, d'agitation des consciences, de débat, d'intelligence collective. Nous sommes un territoire extrêmement vulnérable, nous l'avons déjà constaté en 2019 avec l'accident industriel, nous le sommes également au regard de notre exposition aux effets du changement climatique, grande Métropole, dépendante des échanges nationaux, internationaux, particulièrement confrontée à ses limites... L'idée, c'est de prendre ce temps de réflexion collective avec des experts, des habitants, des entreprises du territoire. Tous les mois de septembre, on prend ce temps pour partager, pour aussi mettre en lumière des initiatives intéressantes qui méritent de l'être, pour les amplifier, leur permettre de se reproduire. Et puis se projeter, regarder au loin devant, 10 ans, 20 ans, 30 ans et se dire aujourd'hui ce qu'on peut préparer, avec vous, avec l'aide de nos experts, pour rendre ce territoire plus résilient.



Centre
MONDE
d'agès

Forum de la Résilience

Ouverture du Forum

Marie Atinault

Vice-présidente de la Métropole
en charge des Transitions et innovations écologiques

Ivan Boissières

Directeur Général de l'ICSI

Hélène Peskine

Architecte, Urbaniste générale de l'État,
secrétaire permanente du Plan Urbanisme Construction Architecture.

LES VILLES FACE AUX CATASTROPHES : RÉCITS DE LIÈGE, TOULOUSE ET ROUEN

LIÈGE FACE AUX INONDATIONS (2021)

À partir du 14 juillet 2021, des pluies diluviennes se sont abattues sur Liège, suivies d'une montée sans précédent du niveau de la Vesdre, un sous-affluent de la Meuse. Dans la région liégeoise, la crue de la rivière a touché 45 000 habitations, soit 85 000 personnes. À Liège même (200 000 habitants), près de 11 000 personnes en ont gravement subi les conséquences, avec 4 800 immeubles, 6 800 logements et 2 500 véhicules détruits ; en région liégeoise deux personnes sont décédées (sur 38 au total), et une a été portée disparue.

Willy Demeyer :

Quelques jours avant le drame, des alertes nous demandaient d'être vigilants, mais elles n'étaient pas à la hauteur de ce qui est survenu. En déplacement au moment des inondations, j'ai assisté, à mon retour précipité à Liège, à la décrue qui a permis de libérer la population, pour la plupart réfugiée sur les toits.

La gestion de la situation a été d'autant plus difficile qu'outre les problèmes de terrorisme et de crise sanitaire que nous devons gérer, un hacking informatique de grande ampleur nous a désorganisés.

Le fait est que nous avons peu d'informations, et aucune donnée précise. Présentées comme sérieuses dans un premier temps, c'est-à-dire d'un niveau connu, les inondations ont finalement été déclarées « calamité naturelle ».

Les plans d'urgence que nous avons préparés se sont révélés d'une aide limitée. Dans le vif de l'action, il faut être créatif – créative, la population l'a été. Dans un premier temps, ce sont

des initiatives citoyennes qui ont permis de nourrir les 80 000 à 90 000 sinistrés.

Aujourd'hui, nous entamons une réflexion sur l'aménagement du territoire qui concerne 209 communes wallonnes, dont 13 dans la région liégeoise. Il est certain que les résistances vont être nombreuses, et la vraie révolution serait de parvenir à trouver des méthodes qui concilient le social, l'économique et l'environnemental. Le modèle reste à inventer. C'est au plan local ou supralocal, en lien direct avec la population, qu'il faut s'en emparer. La France a la chance de disposer de communautés urbaines, qui représentent la bonne unité de vie pour régler les vrais problèmes. En Belgique, ce n'est pas le cas. J'espère que les crises que nous traversons nous permettront d'obtenir un décret pour la création de communautés urbaines.

Modifier les rapports entre la population et les pouvoirs publics

« Nous vivons dans une région du monde où, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous croyions que nous étions à l'abri des catastrophes. Nous venons de traverser deux années de crise sanitaire, quelque chose d'inimaginable et pourtant, nous l'avons vécu. D'autres événements de cette nature sont devant nous. Que faut-il faire ? Avoir l'état d'esprit et la culture du risque. Cela veut dire aussi que les rapports entre la population et les gouvernants doivent être modifiés. On attend tout des autorités, dans un rapport qui est lié à l'impôt : puisqu'on paye ses impôts, on a droit à des solutions mises en œuvre par les pouvoirs publics. Cela reste vrai, mais ça ne suffit pas. »

Willy Demeyer

« Les statistiques montrent que 60 % des citoyens des pays de l'OCDE n'ont aucune confiance en la capacité de leurs gouvernements nationaux à assurer leur bien-être. C'est inversement proportionnel quand on leur pose la question pour les maires. »

Aziza Akhmouch

Dans l'Hexagone, les inondations représentent le premier risque naturel, suivi des tempêtes, des mouvements de terrain et des séismes. Dix-sept millions de personnes vivent ainsi en zone inondable, selon le ministère de la Transition écologique.

TOULOUSE FACE À L'EXPLOSION DE L'USINE AZF (2001)

Le 21 septembre 2001, à 10 h 17, un stock de 300 à 400 tonnes de nitrate d'ammonium a explosé dans l'usine de production d'engrais azotés d'AZF à Toulouse. L'explosion a provoqué la mort de 31 personnes dont 21 sur le site de l'usine, a fait 2 500 blessés et de lourds dégâts matériels. Plus de 25 000 logements ont été touchés, dont près de 40 % de logements sociaux, ainsi que des équipements, des entreprises, etc.

Marie-Christine Jaillet :

Après la catastrophe, le préfet a donné la consigne aux Toulousains de rentrer chez eux et de se confiner, mais comment se confiner dans une ville ravagée, dans un chaos indescriptible ?

Les premiers jours, nous étions dans une situation de désorganisation absolue et les habitants ont pris les choses en main – une réactivité incroyable avant que les institutions et l'action publique puissent s'organiser. Les quartiers du Mirail, isolés, ont dû faire face avant l'arrivée des secours. J'ai constaté la vigueur de cette mobilisation : des personnes passaient en revue la totalité des appartements, vérifiant qui avait été touché, qui était sidéré. Parce qu'avec une catastrophe de ce type, c'est la sidération qui prime, des gens restent recroquevillés chez eux, ne bougeant plus.

L'épopée judiciaire a duré 18 ans et engagé de très nombreuses parties civiles. Les procès n'ont au bout du compte pas résolu les divergences et les situations de conflit. Vingt ans après, le 21 septembre, la commémoration s'est déroulée dans trois lieux

différents – les officiels et les institutions d'un côté, les salariés de l'autre, et les sinistrés ailleurs –, preuve d'une mémoire divisée. Parmi la population, certaines personnes ont des problèmes auditifs aigus, mais n'ont pas pour autant été répertoriées parmi les blessés. Les séquelles psychologiques sont considérables et doivent encore être traitées aujourd'hui.

Sur le site même, il n'y a presque plus de traces. Pour autant, il n'a pas été requalifié dans sa totalité. Il reste un petit bout d'usine chimique et le cratère est toujours en place.

Le local n'est pas toujours vertueux

« La solidarité, y compris après un événement catastrophique, ne va pas de soi. Sur qui, sur quoi peut-on s'appuyer localement ? Sur le préfet et un certain nombre de dispositions permettant par exemple la réquisition des logements sociaux. Un cadre, des politiques nationales sont nécessaires. Mais aussi sur les acteurs locaux. Le local n'est pas toujours vertueux dans la gestion des suites de catastrophes de ce type dès lors qu'elles ont une dimension sociale fortement marquée, et qu'il s'agit par exemple reloger les habitants des quartiers du Mirail dont les appartements avaient été dévastés. »

Marie-Christine Jaillet

« Le tremblement de terre, le tsunami et l'accident nucléaire survenus le 11 mars 2011 à Fukushima ont marqué l'effondrement de la confiance des Japonais envers les institutions et l'effondrement du mythe de la sécurité nucléaire. »

Satoshi Enzo, maire de la commune d'Hirono au Japon



La directive Seveso (1982)

La catastrophe de Seveso – nuage toxique chargé de dioxine qui s’est échappé le 10 juillet 1976 de l’usine Icmesa de Meda, à 20 kilomètres de Milan – est un événement clé dans la lutte contre les risques industriels. L’émotion et le scandale ont été si retentissants qu’ils ont engagé les dix États membres de l’Union européenne à adopter une directive, dite « Seveso », sur la pollution chimique. Elle impose d’identifier les sites industriels présentant des risques d’accident majeurs et d’y maintenir un haut niveau de sécurité. Elle implique aussi de contrôler l’urbanisation autour de ces sites, d’informer les riverains ou de mettre en place des autorités de contrôle. Dix mille établissements européens sont désormais classés Seveso. En France, il y en a plus de mille trois cents. Et ces vingt dernières années, ils ont causé au moins dix-sept accidents.

D’après un reportage de Claire Duhamel, journaliste, avec les interventions de Gemma Beretta, environnementaliste, Massimiliano Fratter, témoin de l’accident et historien, et Giorgio Zanzi, maire par intérim de Seveso.

ROUEN FACE À L'INCENDIE DES SITES LUBRIZOL ET NORMANDIE LOGISTIQUE

Le 26 septembre 2019, un incendie s'est déclaré dans la nuit, vers 2 h 45, sur le site de l'usine Lubrizol et de NL Logistique. Près de 10 000 tonnes de produits chimiques ont brûlé, tandis qu'un immense nuage de fumée noire s'est étendu au-dessus de la ville et sur 22 kilomètres de long, accompagné d'odeurs, de dépôts de suie, etc. Aucun mort n'a été déploré.

Nicolas Mayer-Rossignol :

Nombre de citoyens ont eu le jour même et les suivants le sentiment d'une forme de déni ou de mépris de la catastrophe, car il n'y a pas eu de morts – tant mieux –, mais il y a eu des victimes, et ce mot n'a jamais été prononcé : victimes du point de vue psychologique, économique, social, sanitaire. Cela a rajouté du malheur au malheur. En outre, dans les premiers jours et les premières semaines après l'accident, les autorités sanitaires n'ont effectué aucune démarche proactive à l'intention des habitants.

Autre point à soulever, le défaut de transparence et de communication. Or sans transparence ni communication, il ne peut y avoir de culture collective sur ces enjeux. L'appréciation du risque industriel est de fait au sein de la population rouennaise très disparate. L'origine de l'incendie demeure d'ailleurs une inconnue.

Le drame passé, la question de l'urbanisation à proximité de la zone industrielle s'est posée. Nous avons reçu des pressions de promoteurs ou d'acteurs industriels qui défendent leurs intérêts économiques, et certaines communes ont du mal à concilier les

exigences des habitants et la promesse d'emplois. Il a donc fallu résister. J'insiste : si l'on veut donner des gages pour assurer aux habitants qu'on les a entendus, il faut montrer qu'on ne transigera pas sur certains points. Et ensuite essayer de trouver un chemin de rebond. C'est ainsi qu'à Rouen, la question industrielle s'est élargie à la question écologique : la qualité de l'air, la qualité de l'eau, les modes de déplacement.



Une réponse à la bonne échelle

« Apporter une réponse locale à un événement par nature ponctuel, un traumatisme, une catastrophe, n'est pas suffisant. Cela empêche une réponse systémique à la bonne échelle. L'action locale est très à la mode et tant mieux. Mais il faut aussi penser "global". Sur les questions de sécurité industrielle, cela implique que les règles du jeu soient fortes. C'est aux autorités publiques à tous les échelons que revient le rôle de penser sur le long terme. Sinon qui va le faire ? »

Nicolas Mayer-Rossignol

« 90 % des Français se sentent mal informés sur les risques que présentent les installations industrielles et chimiques, et 10 % à peine affirment savoir comment réagir si un accident se produisait. »

LES VILLES FACE AUX DÉFIS DES BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES

Marie-Christine Jaillet :

Les villes sont toutes confrontées au même enjeu : s'adapter aux changements et aux défis liés aux bouleversements climatiques. Le logiciel de la fabrique urbaine doit changer ; il est en train de changer. Cela ne fait aucun doute. Pour autant, cela ne nous met pas à l'abri de la catastrophe.

Samuel Rufat :

Il faut se remettre dans l'état d'esprit de nos aînés lorsqu'ils ont fait des aménagements importants en infrastructures, en digues, etc. Ils pensaient avoir calculé juste. On continue peut-être à faire preuve de la même arrogance que les générations précédentes en pensant que cette fois-ci c'est la bonne, qu'on a fait les bons calculs, qu'on a tout prévu, qu'on maîtrise l'ensemble des conséquences de nos décisions. Et je ne suis pas convaincu qu'on ait tiré des leçons d'humilité par rapport aux événements que nous avons vécus.

Aziza Akhmouch :

Pour passer d'une gestion de crise à une gestion des risques, il faut accepter que l'infrastructure physique ne soit qu'une partie de la solution. Le paradigme ancien qui consistait à lutter contre la nature, repousser l'eau, s'enfermer avec des digues a fait place au paradigme selon lequel il faut vivre avec la nature, avec l'eau. Il s'agit aujourd'hui de repenser la fabrique urbaine autour de ces solutions vertes, fondées sur la nature, qui impliquent aussi des

infrastructures et des investissements parfois coûteux et amortissables à long terme.

Nicolas Mayer-Rossignol :

L'Union européenne s'est engagée à réduire de 55 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, soit de près 6 % par an, à partir de maintenant. Qui peut honnêtement dire qu'aujourd'hui on fait ce travail ? Personne. Pourtant une opportunité s'ouvre à nous, puisque la catastrophe est devant nous. Cela réclame notre intelligence collective et, en particulier, les pouvoirs publics doivent penser ce temps long-là. 2030, c'est demain.

Le changement climatique, plus grand défi de notre temps

« Nous sommes confrontés aux conséquences du changement climatique. Nous devons faire face aux tempêtes côtières et à l'élévation du niveau de la mer. Nous devons également faire face aux conséquences des chaleurs et des précipitations extrêmes. Cela signifie donc que nous ne pouvons pas simplement arrêter de construire dans une plaine inondable ou dans une ville de 830 kilomètres de côtes. Il ne s'agit pas seulement de savoir où nous construisons, mais de savoir comment nous construisons et de nous assurer que nous apportons une conception résiliente dans tout ce que nous faisons.

Si vous ne ressentez pas les effets du changement climatique lors de votre mandat ou dans votre domaine de compétences, les mesures que vous prenez contribueront à réduire ces effets pour les générations à venir. Il n'y a donc rien de plus important en ce moment que le leadership en matière de changement climatique. »

Jaime K. Bavishi, directrice du Bureau de la résilience climatique à la mairie de New York

**RÉSILIENCE ET
VULNÉRABILITÉ :
NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE
POUR DES VILLES
EN TRANSITION**

LA RÉSILIENCE ET LA CULTURE DU RISQUE EN QUESTION

Samuel Rufat :

Le terme « résilience » pose problème car il veut dire beaucoup de choses à travers une multitude de récits différents. Il a remplacé un concept mis en avant par les organisations internationales : la vulnérabilité, qui induit de s'adresser d'abord à ceux qui en ont le plus besoin et de ne laisser personne sur le carreau.

Ce passage du récit de la vulnérabilité à celui de la résilience s'est aussi accompagné de transformations politiques. Il est donc tentant de voir une concomitance entre, d'un côté, le désengagement d'un certain nombre d'acteurs publics et, de l'autre, la responsabilisation des habitants. D'autant plus que la résilience est passée par l'analyse des écosystèmes et aussi par le développement de soi. L'idée est que c'est bien d'être résilient. Les gens qui ne le sont pas sont-ils insuffisamment motivés ? Ou sont-ils dans une situation de vulnérabilité particulière ? Le flou est préoccupant. Par ailleurs, quand on parle de la résilience, l'expression « renaître de ses cendres » révèle une grande ambiguïté. Qu'est-ce qui renaît de ses cendres ? Les gouvernements urbains ? Les infrastructures, le bâti ? Les habitants ? Soyons clairs : les humains ne renaissent pas de leurs cendres.

Aziza Akhmouch :

Quand on parle de résilience, on s'intéresse au choc, donc à ses conséquences dans la conscientisation collective, pour faire face à de potentiels événements similaires à l'avenir. Or il y a des chocs

tout aussi importants pour la résilience, mais peut-être plus sourds ou plus latents. Dans les villes, la bombe à retardement, c'est la pauvreté, ce sont les inégalités sous toutes leurs facettes : accès au logement, accès aux transports, à l'éducation, aux services de base, etc. Ne faudrait-il pas mener une réflexion plus diffuse sur toutes les formes de catastrophes, qu'elles soient plus ou moins visibles, plus ou moins coûteuses, pour mieux se préparer à celles à venir, pour anticiper des chocs qui aujourd'hui ne sont pas au premier plan des préoccupations des décideurs et qui pourraient, à terme, avoir des conséquences plus lourdes ?

Samuel Rufat :

En 2016 et en 2018, la Seine en crue a provoqué des inondations de grande ampleur, au point que tous les médias du monde ont expliqué que Paris était sous l'eau. Malgré cela, malgré un exercice européen de simulation, malgré les campagnes annuelles de sensibilisation de la Ville de Paris et de nombreux acteurs, moins d'un habitant sur deux vivant en zone inondable en a conscience. Pourquoi ? À l'inverse du Japon, où la société a développé une certaine familiarité avec le risque, du moins l'a intégré, la France semble l'oublier. Cela renvoie à l'appréciation des risques par les habitants et à la question sociale, car à côté des risques liés à des catastrophes, il y a ceux du quotidien. La hiérarchie entre les risques et les incertitudes varie par conséquent selon les strates sociales.

Qu'est-ce qu'une ville résiliente ?

« La ville résiliente est une ville qui a la capacité à tirer les leçons d'un certain nombre d'expériences et de se préparer pour faire face à des chocs et à des incertitudes à venir dont on sait qu'ils seront plus fréquents et plus concomitants. Le processus est celui de l'apprentissage des leçons d'expériences, de l'agilité avec laquelle on se prépare pour y faire face à l'avenir, d'une intelligence collective, d'une responsabilité en partage entre les acteurs publics et les acteurs privés. »

Aziza Akhmouch

« Être résilient, c'est tirer des leçons des crises passées, se relever sans laisser personne sur le bord du chemin et se projeter dans l'avenir à la fois comme institution et comme collectivité. Si on ne parvient pas à faire consensus, alors quelque chose de douloureux va rester dans la mémoire collective et jouer politiquement et socialement, et constamment revenir de manière lancinante. »

Willy Demeyer

« Dans la résilience, il y a un enjeu de très court terme – s’adapter au moment – et un enjeu de moyen et de long terme – faire d’une faiblesse une opportunité, rechercher d’autres mécanismes de rebond. »

Nicolas Mayer-Rossignol

« Je comprends la résilience d’une ville comme la capacité et l’engagement à aller de l’avant, à surmonter les obstacles sans laisser personne derrière, transformer l’adversité en opportunités, être capable de tirer le côté positif de toute situation, même celles qui peuvent être les plus difficiles, les plus douloureuses. »

Juan Maria Aburto, Maire de Bibao



Comment croire à la catastrophe annoncée ?

« Tous ceux qui travaillent sur la transition des territoires – universitaires, chercheurs, consultants, etc. – savent que la première difficulté est de faire accepter le fait que le bouleversement climatique n'est pas une fiction, que cela va arriver et que s'adapter est une nécessité absolue qui engage parfois la survie des populations. L'effet de sidération (au-delà de la difficulté à comprendre et appréhender tout cela) est si paralysant que le réflexe premier, pour se protéger, est de considérer que cela n'arrivera pas. Alors comment faire passer le message ? Les discours et argumentaires rationnels scientifiques ne suffisent pas. Les médias, qui se font de plus en plus l'écho des transformations à l'œuvre, ne suffisent pas. Il se pourrait bien que la fiction, l'art, la création soient des moyens pour activer la prise de conscience, la représentation et l'acceptation de ce qui est en train de se passer. »

Stéphane Cordobes

RÉSILIENCE ET AXE SEINE

Edouard Philippe :

La résilience économique, c'est la capacité à encaisser et à rebondir. Et dans rebondir, il y a s'adapter et puis il y a préparer. Toute l'histoire du Havre, depuis le milieu du XXe Siècle est une histoire de chocs et de chocs brutaux. D'abord, le choc de la destruction totale, c'est évidemment une histoire de résilience urbaine mais c'est déjà une histoire de résilience économique. Les bateaux et les marchandises faisaient la richesse du Havre, mais aussi les activités de négoce. Or, ces activités de négoce, après la destruction, partent à Paris pour l'essentiel. Résilience économique encore avec le deuxième choc de la désindustrialisation au début des années 80. Et maintenant, probablement un troisième choc, qui nous est imposé par la transition et notamment la transition écologique, la décarbonation, une nouvelle façon de regarder la liaison entre les zones urbaines et les zones industrielles. Dans ce contexte, que peut-on peut faire sur l'Axe Seine ? À mon avis, on peut faire trois choses. On peut sans doute faire en sorte, sur la totalité de l'Axe Seine, d'avoir une activité portuaire et une activité de flux qui soient décarbonées, tournées vers l'avenir, plus fluide et j'inscris là-dedans tous les travaux sur le fret ferroviaire, le fret fluvial. Des travaux d'ailleurs qu'on mène souvent en commun avec la Métropole rouennaise. Tout ce qui touche la production d'hydrogène, les tests qu'on fait pour bouger le fret lourd avec de l'hydrogène, la décarbonation de l'industrie. Bref, ça c'est le premier défi. Et je dois dire que l'Axe Seine se prête très bien à ce premier défi, par son échelle, par l'intensité de la présence

industrielle, c'est un bon terrain de jeu. Le deuxième défi est celui de la transformation de l'industrie. Il est un peu plus compliqué, mais il me semble là aussi atteignable. Ce n'est pas simplement l'activité portuaire et le flux, c'est l'activité de production. La transformation de la pétrochimie, la décarbonation de la pétrochimie à bien des égards, c'est la transition productive. C'est un deuxième bon défi qui va avec le premier. Le troisième défi, qui est peut-être encore plus compliqué, et sur lequel on est probablement moins avancé, c'est comment est-ce qu'on imagine – sur une zone de 200 à 250 km de profondeur, qui va du grand large jusqu'à l'hyperdensité parisienne – une façon de vivre qui concilie les flux, la production et la qualité de vie ? C'est la troisième échelle : comment est-ce qu'on fait pour à la fois continuer à localiser des activités industrielles, préserver des espaces naturels et ne pas tomber dans un étalement urbain qui sur une échelle de 200 km serait dramatique ? Cela exige des instruments que nous n'avons pas encore complètement, parce que souvent on les regarde métropole par métropole. Évidemment, on a des SCoT, mais quand même, on les regarde un peu chacun chez soi. Et je trouve que c'est une troisième dimension de la résilience économique : une fois qu'on a fait le port de demain et une fois qu'on a fait l'industrie de demain, comment est-ce qu'on invente la vie qui va avec ?

Nicolas Mayer-Rossignol :

L'échelle la plus pertinente vue de Hong Kong, c'est la Seine. Ce n'est pas Rouen ou le Havre ou même Paris. Donc il faut essayer de trouver les éléments qui font sens, corps, solidarité, pertinence ensemble. On voit très bien quelque chose qui est quand même

fondamental et porteur d'espoir, c'est que notre base historique, culturelle, économique, industrielle portuaire n'est pas un handicap pour la résilience. Ce n'est pas un handicap pour la transition. C'est au contraire un ferment fertile pour les nouveaux métiers : pour les évolutions des qualifications, pour la production de moteurs électriques, pour des datacenters avec des métiers du numérique à condition de développer l'écosystème, pour la dépollution des sols parce qu'on a effectivement un territoire extrêmement pertinent pour créer de la valeur là-dessus. C'est une révolution dans notre façon de concevoir le territoire : jouer plus collectif, être soudé, se tourner vers l'avenir. On a justement un concept au cœur de tout ça, qui est complètement lié au fleuve, c'est précisément ce concept de résilience. Il y a aussi tout le tertiaire derrière avec le commerce, l'assuranciel, le bancaire. Et donc le culturel, on pourrait parler du sportif. 2024, les Jeux olympiques, les 150 ans de l'impressionnisme en même temps. Il y a peut-être quelque chose à faire quand même.

Je trouverais très intéressant pour la France et même pour l'Union européenne de dire : « voilà, on a un terrain pas trop grand, pas trop petit qui a une dimension locale et une dimension internationale (port, accès à la mer, etc.), mégapole et ruralité, industrie et environnement naturel, histoire et géographie. On en fait un démonstrateur de ce que ça veut dire que d'atteindre la sobriété voulue par l'Union européenne en matière d'émissions de gaz à effets de serre ».

Edouard Philippe :

En fait, notre enjeu maintenant, c'est d'arriver à montrer au pays que c'est un sujet continental. On doit être à l'échelle du continent européen, une porte d'entrée, une porte de sortie. On doit être un démonstrateur, comme Nicolas l'a dit justement. À mon avis, l'Axe Seine entendu flux, industrie et qualité de vie, ça peut être – pas le seul bien entendu –, mais ça peut être un de ces projets. Et je pense qu'il faut en faire un défi continental.



L'INVRAISEMBLABLE VULNÉRABILITÉ DU SYSTÈME URBAIN MONDIAL

Michel Lussault :

Depuis trente ans, nous avons tous consommé l'imaginaire de la ville globale, de la métropole qui, dans sa version française, nous présentait les villes comme des édifices de puissance économique, fonctionnels, etc., censés, par effet de ruissellement, cheminer jusqu'à l'habitant et servir les besoins essentiels de tous. Mais cet imaginaire de surpuissance, concomitant à l'apparition d'une forme de capitalisme financiarisé et mondialisé, ne tient pas. La pandémie nous a montré à l'échelle 1 de façon quasi expérimentale l'invraisemblable vulnérabilité du système urbain mondial. Songez qu'entre l'arrivée du premier patient, le patient zéro – d'ailleurs qui est fictif- et la mise en place du confinement dans pratiquement l'ensemble des grandes puissances mondiales, il a fallu moins de 12 semaines. Moins de 12 semaines pour que les aéroports, les shopping malls, les parcs d'attractions, les cinémas, les entreprises, l'ensemble des espaces publics, tout ce qui faisait le coeur de l'édifice de puissance du système soient arrêtés et que nous puissions le considérer de nos yeux incrédules.

Le redémarrage se fait, bien sûr, et quel empressement pour essayer d'oublier ! Pourquoi ne voulons-nous pas tirer de leçons ? Tout simplement parce que l'expérience que nous venons de vivre nous a prouvé que nous vivions dans un système insoutenable. Faut-il croire que nous allons sortir d'un système de vulnérabilité en surmultipliant notre équipement en prothèses techniques ?

Pour ne donner qu'un exemple, citons à Sendai, dans le Nord

du Japon, la digue de 4 mètres de haut qui a été surélevée à 12 mètres à la suite du tsunami de mars 2011. Résultat : depuis la plaine côtière, derrière la digue, on a le sentiment de vivre dans un bunker. Quel type d'habitat, d'espace de vie crée-t-on avec cela ? Les exemples sont nombreux qui montrent, après une expérience catastrophique, la primauté du choix techno-économique. Se perd ainsi l'occasion de repenser une habitation collective de la planète.

La seule manière d'aborder la vulnérabilité, c'est de comprendre que notre habitation est un système d'interdépendances permanent. Tant que nous n'aurons pas intégré que nous sommes tous les opérateurs de ces interdépendances, comme nous l'avons été pendant la pandémie (nous avons été ceux qui ont permis au virus de circuler), on ne pourra pas faire de la politique autrement.



De l'art de ménager les villes

« On pense souvent la citoyenneté comme un art de discuter les uns avec les autres, un art de protester contre les décisions qui viennent d'en haut. On a oublié qu'elle pouvait servir à autre chose qu'à réagir après coup aux décisions de nos gouvernants. On a ainsi découplé la citoyenneté de la question de l'entretien, de l'enrichissement et de la transmission des espaces communs. Il faut mettre les mains dans le cambouis en tant que citoyen ! Se joue là quelque chose qui est de l'ordre de l'action ; j'ai l'impression que dans les villes encore plus qu'ailleurs on attend une décision autre que la sienne, une décision autoritaire, éclairée peut-être, avant de réagir : l'adopter ou la rejeter. Comment parvenir à faire évoluer son mental, sa vision des choses ? J'ai le sentiment que c'est en changeant ses pratiques qu'on change ses idées.

J'aime bien le terme de *country cleaning*, comme le font les Aborigènes qui font le ménage dans leur pays. Ils ont ménagé leur pays, ils l'ont entretenu, créant des lieux de liberté. »

Joëlle Zask

Techniques démocratiques vs techniques autoritaires

« Lewis Mumford faisait la distinction entre les techniques démocratiques, simples, appropriables – le moulin à vent par exemple –, et les techniques autoritaires, à savoir les technologies de masse tel le métro. La crise sanitaire nous a montré que les technologies autoritaires, qui ont permis la construction de villes de plusieurs millions d’habitants, étaient en réalité les plus fragiles. Les technologies démocratiques, elles, sont bien moins efficaces, car ce sont de petites choses accumulées, informelles, qui se déploient à l’échelle individuelle, mais elles sont extraordinairement solides, robustes et résilientes. Quelle leçon va-t-on tirer de la crise ? Va-t-on aller vers davantage de démocratie et introduire aussi la concertation dans les choix techniques ? Va-t-on, au contraire, faire un pas de plus vers davantage de technologies autoritaires et donc, certainement, de fragilité ? »

Jacques Ferrier

LES MÉTROPOLIS : UN NOUVEAU RÉFÉRENTIEL POUR ROUEN, UN NOUVEAU RÉCIT ET QUELQUES LIMITES

Jean Debrie :

L'utilisation de ce référentiel par le législateur, j'insiste, pas par les chercheurs qui s'intéressent au fait métropolitain, change la nature du récit et effectivement lui donne une performativité qui est différente et se développe aujourd'hui sur un discours de la transition. De façon juste ou pas juste d'ailleurs. Il permet de modifier le récit. Je trouve très intéressant de rappeler que les deux tiers de la métropole de Rouen sont une surface forestière, naturelle, agricole, deux tiers des collectivités de Rouen sont des villes de moins de 5 000 habitants : par rapport à ce débat contre la métropole, hyper dense, compact, barbare, etc., quand on observe vraiment, ce n'est pas ce qu'on voit.

Michel Bussi :

À travers la métropole, j'entends qu'aujourd'hui on a effectivement un récit institutionnel, mais on n'a pas encore le récit mis en art qui doit convoquer la diversité des personnes, ce qu'elles sont réellement, un récit commun. Quand j'effectuais des travaux comme géographe, dès qu'on abordait la Seine, ça faisait consensus. Même si on a des conflits d'usage autour de la Seine, ça génère une identité : travailler sur les panoramas de Rouen, sur la ceinture forestière de Rouen qui est assez unique pour une métropole de ce rang-là donne une forme d'identité, quelque chose de rassurant, de permanent et une communication positive. Mais ce regard sur les panoramas, sur les pentes, sur l'eau, etc., est aussi peut-être ce

qui va cacher parfois la vie quotidienne des habitants. C'est plus facile évidemment de parler de la Seine que de parler de la vie des quartiers, de ses grandes difficultés, plus facile de parler des forêts ou de la métropole verte que d'aller dans le détail de ce que vont vivre les habitants qui sont enclavés, qui ont des distances à l'emploi, etc. C'est aussi la grande difficulté de l'histoire vraie de Rouen. Rouen, c'est une ville pauvre, une ville ouvrière et un centre-ville magnifique.

Jean Debrie :

Ce qui est sûr, c'est qu'on ne bouge plus du tout pareil en 2020 qu'en 1970. On n'habite plus pareil, on ne consomme plus pareil, on ne travaille plus pareil. Évidemment, cette évolution des modes de vie – et donc des espaces de ces modes de vie – appelle à des échelons de régulation qui sont à cette échelle.

Après, est-ce qu'ils sont bons, suffisamment démocratiques ? Probablement pas. Mais cette évolution des bassins de vie, cette réorganisation de la géographie des bassins de vie appelle des échelles qui peuvent tenter de proposer des régulations sur des sujets de politique publique.

Hélène Peskine :

En passant dans un nouveau métier qui était celui d'aider à comprendre la ville et à la faire différemment face aux défis auxquels elle est confrontée, il m'a semblé qu'il était assez intéressant de faire ce parallèle avec l'aventure du GIEC. J'ai trouvé que cette idée de la médiation d'un monde scientifique parfois très ardu, très spécialisé, très complexe était quelque peu le rôle du PUCA à sa modeste échelle : créer un espace de réflexion scientifique

dans nos domaines à nous, l'urbanisme, les sciences sociales, cheminer vers un GIEC des villes, aller vers ce qu'Alain Bourdin appelait « *les imaginaires urbains de la ville d'après* ». Une grande ville, une très grande ville a la capacité à changer une partie de l'industrie et donc, à s'inscrire dans ce monde d'après, à avoir un vrai rôle de locomotive ou de transformateur de l'économie, ce qui est finalement assez peu le cas d'autres acteurs du monde territorial. Les métropoles concentrent des solutions sur la mobilité, le bâtiment, les circuits ou, en tout cas, le lien entre production et consommation, les modes de vie, une forme d'intensité qui fait qu'on évite des gaz à effet de serre liés justement aux distances parcourues, etc. C'est aussi le lieu de la proximité, de la cohésion sociale. Ce foisonnement des grandes villes, il est sans doute le ferment de ce changement de paradigme, de société. Ces questions d'arbitrage ou de choix de société, il faut les comprendre comme une capacité à faire converger des choses qui ont l'air de diverger, des activités industrielles qui font aussi la richesse d'un territoire, qui sont ancrées dans son histoire : s'il y a une industrie au bord de la Seine, c'est parce qu'il y a la Seine. Emmener les citoyens, les entreprises vers ce chemin de la transition, comme on l'a évoqué dans nos débats sur les métropoles françaises, c'est une manière de se représenter autrement la ville, c'est-à-dire d'accepter cette proximité avec les risques, mais aussi les solutions ou les dispositifs qui pourraient permettre de rendre possible cette cohabitation. C'est là qu'on revient aux imaginaires urbains. On n'a pas encore de représentation d'une ville agréable, sobre, écologique qui puisse être une alternative crédible à celle qu'on connaît, une ville plutôt consommatrice de ressources, etc. Il me semble que justement à

cause de cette question du zéro artificialisation et de la reconstruction de la ville sur la ville, il va falloir créer une espèce de ville négociée avec tout un tas d'acteurs qui ne sont pas des spécialistes de l'aménagement.

Marie Atinault à propos de l'impact du réchauffement climatique à Rouen et sur la Seine :

Nous allons être confrontés sur ce territoire à une augmentation de température pouvant varier de 2 à 4 °C à la fin du siècle. Nous allons être soumis à une augmentation du niveau de la mer - et vous savez que Rouen est une métropole, même si elle n'est pas maritime, directement soumise à l'influence des marées - entre 60 cm et 1,10 m toujours d'ici la fin du siècle. Comme on est en 2020, on peut presque se dire que c'est une vie d'homme, 80 ans. Nous allons être soumis aussi à une augmentation du nombre de jours de canicules par an. Actuellement, les scientifiques s'accordent à dire qu'on est à peu près à 4 jours de canicule par an. Nous pourrions passer de 10 à 30 jours de canicule par an. Je pourrais vous dérouler toute la liste des impacts, y compris les impacts sur la ressource en eau, sur les conflits d'usage, sur les feux de forêt, sur l'apparition de nouvelles pandémies... Je pense vraiment qu'il faut qu'on soit conscient que la métropole post-carbone doit être une métropole absolument sobre et qui accepte – et je suis désolée par avance si le terme que je vais employer peut choquer –, certains reculs. On le rappelle assez peu souvent. L'espèce humaine est une espèce vivante parmi les autres qui vit dans un écosystème extrêmement complexe. Toutes les espèces qui sont sur cette

planète ont toutes subi des phases d'adaptation. Pour pouvoir s'adapter, elles se sont pliées aux contraintes de la nature et non l'inverse.

Alain Bourdin :

Marie, je voudrais aller dans votre sens, mais je crois qu'il faut prolonger le propos en disant : « ça suppose de fabriquer du collectif ». On ne s'adapte que si on fabrique du collectif. On a une vraie réflexion à avoir sur la manière dont on peut espérer fabriquer du collectif, ce qui n'est jamais évident dans les sociétés dans lesquelles on vit. Je dirais, quitte à choquer, que l'initiative citoyenne ne suffise pas à fabriquer du collectif. C'est bien l'initiative citoyenne, on ne va surtout pas critiquer cela, mais il y a encore d'autres démarches à avoir pour refabriquer du lien social, éviter que nos villes soient justement des villes d'individus.

Il faut réactiver l'imaginaire et réactiver l'utopie. Je dirais, non seulement l'imaginaire des artistes, mais même l'imaginaire des technocrates. Obliger les technocrates à sortir un peu leur imaginaire de temps en temps, faire travailler l'imaginaire.

Un autre point qui est plus organisationnel ou plus institutionnel est de savoir si les villes se dotent des outils pour faire de la prospective. Une des caractéristiques des métropoles, qu'on en dise du mal si on veut - il y a du mal à en dire, d'accord, mais elles ont aussi un certain nombre d'avantages- c'est qu'elles ont l'échelle critique pour pouvoir faire de la prospective plus ancrée dans les territoires.



« La limite de la métropolisation, c'est qu'à un moment donné, on ne sait plus comment raconter quelque chose à une échelle beaucoup plus locale : la vie de quartier, la gestion des questions sociales, des écoles, des questions beaucoup moins faciles à mettre en scène que des voiliers autour de la Seine avec des quais rénovés et des grands bâtiments. »

Michel Bussi

« Il y a une différence entre "entendre" et "écouter", je pense qu'à minima l'institution devrait écouter les récits du bas. Son logiciel n'est pas fait pour, a priori, mais ce n'est pas en mon pouvoir de le modifier. En revanche, c'est peut-être au pouvoir de l'institution elle-même de réformer son dispositif. »

Stany Cambot

« Une majorité des gens se situe par rapport à un centre-ville, une distance à la ville qu'ils parcourent tous les jours. Mais cette notion-là, politiquement, ne se traduit généralement par rien, en tout cas pas par des actions concrètes au sens citoyen, c'est-à-dire au sens où les gens auraient à décider de cet espace de vie là. »

Michel Bussi



« L'intérêt du territoire métropolitain, c'est que c'est un concentré d'enjeux. Et quand il y a concentration — vous le citez tout à l'heure à propos des Pays-Bas — il y a créativité parce qu'il n'y a plus d'autres possibilités que d'être créatif quand tout le monde se retrouve sur un mouchoir. Ça, c'est une chose. Je crois beaucoup aux espaces fluviaux métropolitains comme les laboratoires d'aujourd'hui et de demain, d'où vont émerger de vraies solutions. »

Frédéric Rossano

La leçon urbaine de Rouen

« Rouen c'est d'abord un récit : Comment les hommes se sont implantés par rapport à la Seine ? Tout d'abord, historiquement en parallèle de la Seine : la rue Ganterie, la rue aux Ours, puis ils ont maîtrisé la pente et se sont installés en perpendiculaire : la rue de la République, la rue Jeanne d'Arc. Ils ont conquis la pente. La leçon urbaine de Rouen, c'est le rapport des hommes à cette pente. Ce récit se retrouve à l'échelle du territoire dans le Pays de Caux : les hommes ont construit une intimité : les "clos-masures" qui se fracassent dans une brutalité incroyable sur les falaises, l'à pic, l'abrupt et l'infini immensité de la mer. »

Fabienne Fendrich

« C'est la complexité de ce territoire qui le rend attachant et qui m'a peut-être nourri dans mon inspiration, ce mélange permanent entre les fameuses flèches de la cathédrale, la ville aux cent clochers et la ville aux cent usines, il y a les deux. Ce mélange-là est quand même assez rare et il rend complexe le storytelling. »

Michel Bussi

VERS DES VILLES ET DES TERRITOIRES RESILIENTS : QUELS LEVIERS ?

REPENSER LES INTERRELATIONS ENTRE LES TERRITOIRES

Xavier Desjardins :

Pour l'urbanisme et l'aménagement, pour ceux qui font le ménage des espaces, les techniciens de la surface terrestre, le terme « résilience » est intéressant car, contrairement à la ville durable ultradéterminée par des pensées formelles, une ville résiliente s'affranchit totalement de l'idée d'une bonne forme, d'un bon agencement ou d'une finalité. Le terme laisse entendre que chaque territoire contient en lui la promesse d'une nouvelle société urbaine. Cela ouvre beaucoup plus l'imaginaire que les modèles précédents.

En France, l'imaginaire urbain est depuis quelques années focalisé sur les métropoles. Leur création en 2015 ne correspond pas à un grand changement du point de vue de la pensée de l'administration du territoire, mais a eu un effet psychologique non négligeable en donnant une visibilité aux politiques locales menées dans les grandes villes. Un revirement s'est donc opéré après une grande tradition politique d'effacement du fait urbain. La France est, en effet, le pays qui en Europe a donné le plus tardivement leur assise politique à ses grands ensembles métropolitains. Autre particularité française : la dynamique d'étalement urbain, la périurbanisation, est moins contenue qu'ailleurs pour de nombreuses raisons, dont le temps long d'émiettement communal. Ce phénomène a des conséquences pour les politiques qui visent une moindre dépendance énergétique et qui veulent redonner davantage d'importance aux sols pour

qu'ils servent à autre chose qu'à construire des bâtiments commerciaux ou de l'habitat, etc.

Retrouver les liens entre ces métropoles et leur environnement immédiat – ce que j'appelle le réencastrement – est une constante des fronts pionniers des politiques publiques des grandes villes.

Pourquoi le faire ? Pour des raisons écologiques évidentes (raccourcir les circuits) ; pour recréer des systèmes de solidarité aussi entre les gens qui habitent un territoire. Aujourd'hui les collectivités en horizontalité, c'est-à-dire en coopération locale, essayent de resolidariser les métropoles et leur environnement immédiat. Elles sont très nombreuses à travailler sur l'alimentation, l'énergie, l'approvisionnement en bois, etc. Et dans ce domaine, la France a plutôt de l'avance parmi les pays européens, bien que le travail ne soit pas facilité par la répartition segmentée des compétences, à contre-courant total de l'interrelation souhaitée.

Stéphane Cordobes :

Défini comme la capacité de rebond ou de rééquilibrage après un traumatisme, le terme « résilience » a un certain intérêt par rapport à la problématique anthropocène si on considère celle-ci comme une crise de l'habitabilité terrestre. Cet intérêt, c'est de partir du principe que la crise n'est pas devant nous, mais qu'on y est déjà. Penser que l'on va construire des métropoles résilientes, c'est donc considérer que nos modèles, nos manières d'habiter la Terre sont déjà en crise.

Dès lors, les anciens modèles ne tiennent plus, puisque ce qui leur a permis de se développer, de s'installer, de se déployer n'existe plus – il faut les réinventer.

« Penser la gouvernance d'une métropole ou d'un territoire résilient, c'est aussi s'interroger sur la manière dont le changement global risque d'aggraver très fortement les inégalités et d'affaiblir les populations les plus fragiles. »

Stéphane Cordobes

ANCER LA VILLE PAR LE PAYSAGE ET LE « DÉJÀ-LÀ »

Jacqueline Osty :

Le paysage aujourd'hui est confronté à un urbanisme souvent générique qui donne l'impression de villes ou de quartiers moins ancrés dans leur territoire. Les menaces qui pèsent sur l'environnement nous amènent à réfléchir autrement et, en soi, le paysage est peut-être une manière aussi de penser différemment la fabrication de la ville. Parce que, dans le paysage, il y a une forme de lenteur, un paysage est lent à venir par rapport à une fabrication rapide, financière, urbaine. Aussi parce que le paysage ancre de nouveaux aménagements dans un site, dans un territoire. Le fait de s'ancrer suppose d'aller chercher le proche et le lointain, de créer des vues, du lien visuel, de créer aussi du lien physique. Le paysage, c'est un peu cet art du creux, du vide qui accueille continuités, usages, nature et autres fluides et flux de la ville.

Le lien social dont on parle tant renvoie à l'espace public qui est ce fameux vide dans lequel on va habiter avec les végétaux, avec les animaux et où vont se déployer les différentes fonctions urbaines. Donc on travaille le socle, le sol, la topographie d'un lieu pour anticiper la venue de la nature, pour lui permettre de prendre place, de créer des espaces de vie.

Philippe Madec :

La nature est, par nature, essentiellement frugale. Elle n'utilise que ce dont elle a besoin.

En 2018, l'ONU annonce que la construction et le bâtiment

présent 40 % des émissions de gaz à effet de serre. Si vous ajoutez 20 % pour le déplacement, donc un architecte-urbaniste est concerné par, grosso modo, 60 % des émissions de gaz à effet de serre. Si vous faites de l'aménagement du territoire, vous rajoutez les 28 % qui correspondent à l'agriculture. Et donc 88 % des émissions de gaz à effet de serre sont l'objet des aménageurs du territoire.

Chaque année, on ne construit que 1 % de l'équivalent du bâti existant, 1 % de neuf chaque an. Dans ce 1 %, quelle est la part écoresponsable aboutie ? C'est-à-dire la part écoresponsable qui permet de réduire les 40 % d'émission de gaz à effet de serre liés au bâtiment, je dois vous dire que je pense que c'est peut-être encore 1 %, que dalle.

Ce n'est pas avec le neuf que l'on va sauver la planète, pour être clair. Alors que les 99 % qui sont là ont absolument besoin d'être réhabilités, réparés, de revenir en notre estime. Très clairement, je le pense, comme Philippe Pelletier qui est le Président de Bâtiments durables en France le dit, les 50 dernières années c'était le temps de l'équipement de la France, de la reconstruction de la France. Les 50 années à venir sont celles de la réhabilitation.

Céline Mayer :

La nature nous dit qu'elle est aggradante, c'est-à-dire que c'est l'inverse de la dégradation. Elle est en capacité de proposer plus de ressources que ce qu'elle vient consommer. Quand on a compris ça, c'est le mouvement du biomimétisme, on s'est dit : « il faut absolument qu'on s'inspire d'elle et qu'on devienne aggradants ». C'est pour ça qu'on fait en sorte que dans nos projets, on propose



plus de ressources encore que ce qu'on exploite.

Mais avant d'être des humains on est des vivants. Et je pense qu'on a oublié en fait qu'on faisait partie de ce tout, de cette planète, de cette Terre. On vit avec elle, on bat au même rythme qu'elle et qu'en fait c'est vraiment notre source d'inspiration.

Dans notre métier, il y a pour nous deux positions. La nature, elle est présente et il faut savoir la respecter. C'est le bien le plus précieux qu'on ait, cette richesse est naturelle, donc il faut la respecter et il faut vraiment s'en inspirer. Donc il faut devenir vivante comme elle et ne pas oublier qu'on est d'abord ça.

LIBÉRER LA VILLE DE L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE

Jacques Ferrier :

La ville occidentale moderne, celle qui se définit à partir du Moyen Âge, s'est faite contre – si on y prête une volonté – la nature : le climat, les saisons, la nuit... La nature était alors menaçante et la ville fragile ; à un moment donné le rapport s'est inversé. Aujourd'hui nos modes de vie urbains sont prédominants, menaçants pour la nature qui est fragile. J'y vois la main de la technique, parce que la technique est le moyen avec lequel la ville s'est créée et à partir duquel on s'est rendu maître possesseur de la nature. Dès lors, le déséquilibre n'a fait que s'aggraver au détriment de ce qu'on peut appeler la nature.

La climatisation, inventée par Carrier en 1902 en est une bonne illustration. L'air est séparé : d'un côté l'air artificiel, de l'autre le grand air. L'air artificiel va tellement se perfectionner qu'il va devenir l'air parfait. Le Corbusier avec son sens de la formule l'a appelé « la respiration exacte » et les architectes ont fini par faire des bâtiments complètement étanches à l'extérieur. Nous avons tous été frustrés d'arriver dans une chambre d'hôtel et de ne pas pouvoir ouvrir la fenêtre au prétexte de la clim. Ouvrir la fenêtre, c'est se poser la question du bruit de la ville, des conversations que vous pouvez entendre, des odeurs, des arbres, des saisons, de la température, etc. Prendre les sens au sérieux, c'est ce que suggère le thème de la ville sensuelle que j'ai développé avec mon associée Pauline Marchetti pour le pavillon français de l'Exposition universelle de Shanghai en 2010. Se demander comment le corps interagit avec la ville, ce n'est pas être antitechnique, c'est mettre la technique en arrière-

plan pour permettre, à nouveau, une relation entre la ville qu'on construit et le climat, l'environnement, la nature.

Marc Barra :

Pour favoriser la biodiversité, il faut aussi sortir d'une approche techniciste de la nature, bien que le constat soit alarmant. En effet, les valeurs sur les 30 dernières années, montrent à peu près 30 % d'abondance des oiseaux communs en moins dans les villes. Les passereaux qu'on croise tous les jours, y compris les moineaux avec jusqu'à 75 % de moins à Paris par exemple, donc une diminution de ces espèces.

C'est pareil pour les insectes qui sont de très bons indicateurs d'ailleurs de la façon dont on gère nos espaces verts. Quand il y a moins d'insectes, c'est qu'on a des espaces verts trop uniformes, trop gérés, pesticides, etc., d'où cette importance de laisser faire aussi la nature derrière.

Et puis un deuxième facteur qui est moins connu, c'est une forme de standardisation de cette biodiversité dans les villes, du fait qu'on ait dans beaucoup de contraintes : la fragmentation des paysages, le rapetissement des surfaces en espace vert. La moindre nourriture fait qu'on a une forme d'homogénéisation et qu'on voit souvent les mêmes espèces. Quand on parle du pigeon, de la corneille, etc., ce n'est pas de leur faute s'ils sont dans les villes, c'est plutôt la façon dont on fait les villes qui va sélectionner ces espèces au détriment des autres.

Donc il y a effectivement cette hécatombe de la biodiversité au sein des villes. La question à se poser c'est de quelle place a besoin la nature en ville, non seulement pour nous apporter tout un ensemble de fonctions utiles, mais aussi, elle-même, pour se maintenir et pour prospérer.



L'HOMME, LA NATURE ET LA MÉTROPOLE

Emilie Gascon :

On a eu la sensation au XX^e siècle, que l'homme pouvait, notamment par la puissance des machines, contrôler la nature. Et là, la réponse de celle-ci au XXI^e, c'est : non ! La nature reprend ses droits, sa place, et démontre avec force les limites d'un tel raisonnement mécanique, d'ingénierie.

Frédéric Rossano :

À vouloir globaliser le dérèglement climatique et à vouloir se mobiliser à l'échelle planétaire, on a aussi tendance à vouloir globaliser des réponses qui ne sont pas valables partout. La culture de l'eau devrait être avant tout locale. Et dans ce localisme — si je peux appeler ça comme ça — il devrait y avoir des liens, c'est-à-dire des territoires cousins et il est intéressant de rapprocher l'estuaire de la Seine de l'estuaire du Rhin ou de l'estuaire du Rhône. Il faut accepter que l'eau entre dans le territoire — les Pays-Bas l'ont très bien compris, les Japonais aussi, il y a des exemples au Japon — et d'abandonner des portions de territoire à l'eau qui seront des zones tampons pour en protéger d'autres.

Marc Barra à la question « la nature peut-elle sauver la ville » :

La ville n'a pas besoin d'être sauvée. Ce sont les humains en ville que la nature peut sauver.

Désimperméabiliser ?

Cela représente un potentiel énorme. On essaie de le modéliser sur l'ensemble de la région Île-de-France, c'est très compliqué,

mais on l'a fait sur une ville, Aulnay-sous-Bois, dans le 93. On a regardé à travers différentes bases de données les espaces qu'on pourrait désimperméabiliser, des berges, des parkings, des cours d'école, des cours d'immeubles et ce qu'on appelle le résidu d'espace public, celui qui ne sert à rien, où il y a un panneau publicitaire, où il n'y a même pas une place de stationnement, mais du béton. Sur une ville de 80 000 habitants, ça représente à peu près 100 hectares. C'est énorme, ça ne veut pas dire que tout est désimperméabilisable, renaturable maintenant, mais ça veut dire qu'il y a un énorme potentiel, qu'on peut utiliser pour renforcer la nature en ville. Le ZAN, ça veut dire clairement renaturer et trouver ces espaces-là.

Frédéric Rossano :

J'ai grandi avec l'idée qu'il fallait faire du développement durable. Or, aujourd'hui le durable en fait ce n'est justement pas ce qui va durer, c'est ce qui permet de changer. Il ne s'agit pas de rechercher une nouvelle fixité qui nous mettrait en harmonie définitivement avec la nature, il s'agit d'accepter l'idée qu'on a plus de zéro risque. Donc, les catastrophes vont se produire, mais ces catastrophes, on a peut-être moyen de les voir venir et de contrôler un peu, ou en tout cas d'influer sur leur impact, sur les dommages, et de gagner en élasticité. Il faut sortir de la logique du fight pour aller vers la logique du care : prendre soin de son environnement, réparer après coup, entretenir, bien gérer. Être dans un rapport presque quotidien qui demande beaucoup d'élasticité parce que cet environnement change tout le temps.

Benoit Laignel (à propos de l'impact du réchauffement climatique sur Rouen et la Seine) :

Je prends plutôt souvent l'exemple de l'axe Seine et des inondations. Le changement climatique va exacerber les difficultés, c'est un accélérateur. Les événements extrêmes qu'il va engendrer montrent que tout est imbriqué : les inondations avec des effets sanitaires directs, l'impact sur les sites industriels, le risque sanitaire que cela induit également, l'économie de l'axe Seine. Il faut trouver les mesures les plus adaptées, mais en intégrant tout le système. Et c'est ça toute la complexité. Quand vous travaillez sur la ressource en eau, à un moment donné il ne faut plus travailler en silo. Ne travailler que sur les autres surfaces, sur la Seine et affluents, ne travailler que sur le sous-terrain et la mer est une erreur. Il y a encore beaucoup d'études scientifiques à mener, notamment en termes de modélisation. Actuellement, même sur les projections, il y a encore beaucoup d'incertitudes parce qu'on n'arrive pas à modéliser toutes ces interactions entre tous ces stocks d'eau finalement. Mais il est certain qu'il faudra accepter que l'eau entre dans le territoire — les Pays-Bas l'ont très bien compris, les Japonais aussi, il y a des exemples au Japon — et d'abandonner des portions de territoire à l'eau qui seront des zones tampons pour en protéger d'autres. N'oublions pas que le deuxième terme scientifique pour plaine alluviale, c'est « plaine d'inondation ». Dans un système naturel, c'est l'endroit où, lors des plus fortes crues, on accepte que l'eau rentre sur ce territoire-là. Typiquement sur l'estuaire de Seine, il faut accepter qu'il y ait des endroits où on va avoir l'eau qui entre, qui va peut-être y rester ou qui va peut-être venir ponctuellement et repartir, des zones d'expansion de crues...

Emilie Gascon :

... les Pays-Bas, on pourrait croire qu'ils ont des saisons, mais c'est un peu plus compliqué. Ils ont des saisons dans le ciel, mais sur le sol, tout est contrôlé, tout est maîtrisé par un travail d'horlogerie fine. Même si leur paysage peut sembler assez vert, bleu, ouvert, apaisé, voire charmant, il faut avoir conscience que c'est de la nature régie. Il n'y a pas un centimètre carré de nature naturelle aux Pays-Bas, mais il n'y en a plus nulle part ou presque. Partout, globalement, c'est à peu près la même chose, la nature est culturelle.

Quand on voit les collaborations qui peuvent exister entre des architectes, urbanistes, paysagistes, écologues, hydrologues, ingénieurs, etc., chercheurs et praticiens, on observe la formation d'écosystèmes pluridisciplinaires pertinents.

Le problème, c'est que parfois les échanges restent entre spécialistes, on adore travailler ensemble, mais il est dommage que les évolutions et bonnes pratiques ne ruissèlent que peu dans le courant de pensée générale de la fabrique de n'importe quel projet d'architecture, urbain ou de territoire, car l'eau, que l'on soit en zone inondable ou pas, constitue un sujet. Mais il y a une effervescence, peut-être européenne, mondiale aussi : comprendre les autres disciplines, apprendre leurs termes, leurs notions, leurs concepts, leurs outils pour pouvoir être capable de dialoguer. Il y a des choses qui se passent, qui donnent quand même quelques modestes lueurs d'espoir sur des transformations un peu profondes de la manière de faire. Les Grands Prix d'urbanisme sont régulièrement des paysagistes à présent par exemple.

Camille de Tolédo à propos des auditions du Parlement de Loire et de leur mise en récit dans *Le fleuve qui voulait écrire* (Les liens qui libèrent) :

On a un conflit de temporalité entre des intérêts terrestres qui sont des intérêts de long terme, et des intérêts court-termistes qui sont des intérêts du capital, de l'accumulation ou de l'extraction, etc. Et comment est-ce qu'on va organiser ces choses ? De quels outils dispose-t-on ? Que signifie de dire que la nature est devenue une force sociale ? Qu'est-ce que ça change dans la définition de nos Parlements ? Qui devraient être dans nos Parlements ? Est-ce qu'on ne devrait pas avoir des gardiens qui seraient justement des représentants du temps long ? Quel type de balance des pouvoirs on organise ? Les différentes bascules dans les sciences du vivant, dans les sciences de la nature, dans les sciences du système terre nous montrent que quelque chose est en train de se passer en fait sur la manière dont les humains abusent du monde. On voit qu'il manque un élément dans le système de balance des pouvoirs. En fait, il manque quelque chose qui parle depuis du tout autre. Le schéma complet qui se cache derrière la personnalité juridique des éléments de la nature, c'est que si Loire est un sujet et qu'elle peut toucher des dommages et intérêts en son nom, et que par ailleurs on commence à ouvrir ce chapitre du travail terrestre en disant que Loire travaille, parce que sa masse d'eau est utilisée par les centrales, par les barrages hydroélectriques, par les agriculteurs, on pourrait estimer que son être, sa personnalité ou sa vaste personnalité – comme j'aime parfois le dire – soit rémunérée pour ce travail qu'elle fait, qui n'est pas le travail incommensurable de la nature comme dirait Matthieu Duperrex, ou avant lui Georges Bataille, mais le travail commensurable, c'est-à-dire capté.

« En fait, on est devenus de grands ingénieurs terrestres et il va se poser de plus en plus de questions de gouvernance : quelles sont les règles ? Et plus on a un éventail large de règles possibles, plus justement le souverain que nous sommes – vous parlez de citoyens, vous êtes citoyen – a des options. Là où on n'a plus d'option, c'est qu'on est obligé de se poser la question de notre ingénierie. »

Camille de Tolédo

POUR UNE POLITIQUE URBAINE NATIONALE ET TRANSNATIONALE

Aziza Akhmouch :

Il manque dans nombre de pays de l'OCDE une politique urbaine nationale qui permette de créer une urbanisation de meilleure qualité et une cohésion territoriale. La bonne nouvelle est la fenêtre de tir qui rend socialement et politiquement plus acceptables beaucoup des solutions que les élus à l'échelle locale essayent de mettre en œuvre depuis longtemps. C'est que la pandémie a agi comme accélérateur de tendance : les « coronapistes », par exemple, se sont déployées avec agilité – cet urbanisme tactique n'est pas nécessairement entré dans des schémas de consultation trop lourds, trop coûteux et à trop long terme, mais il a apporté des réponses très concrètes à la ville. Ce qui n'empêche que, pour pérenniser ces solutions, pour mobiliser les ressources nécessaires et pour introduire la transparence dans la gestion des arbitrages, on a besoin de politiques urbaines nationales qui dépassent les seules politiques du logement.

Samuel Rufat :

Aborder les choses sur un plan national ne suffit pas. Les décisions d'aménagement prises sur d'autres territoires ont des effets bien au-delà du local, bien au-delà de la métropole. Ainsi les décisions d'aménagement qui sont prises en amont sur la Meuse en France ont des effets sur ce qui se passe en Belgique.

Au-delà de l'échelon national, la gestion transfrontalière fait sens, la gestion européenne fait sens. Cela d'autant plus qu'il y a toujours le risque de déplacer le problème comme on passe la

patate chaude à d'autres territoires. Dans le domaine industriel, par exemple, réduire les volumes de stockage (ce qui réduit supposément les risques), c'est mettre davantage de matières en circulation sur d'autres territoires et donc exposer de nouvelles populations le long des axes de transport. Il faut essayer d'avoir une vision plus transversale pour créer du consensus sur les questions de réduction des inégalités, d'amélioration de la qualité de vie, plutôt que sur la gestion de tel stock industriel ou de tel bassin versant contre les inondations.

Jean-Luc Léger :

Quand j'entends « consensus », je dis bienvenue au CESER parce que c'est le monde du consensus justement. Mais le consensus n'est pas : chacun dit ce qu'il veut et puis on ne regarde que le dénominateur commun et on ne retient que cela. Non, c'est une construction le consensus. Et il y a une expression que j'aime bien, que j'utilise à l'envie, c'est : « il faut aboutir à un consensus exigeant et non pas avoir l'exigence du consensus ».

À quoi sert de vouloir imposer une politique publique qui n'est pas comprise, qui n'est pas acceptée par la population, qui va tellement manifester qu'elle va virer l'équipe municipale, départementale, régionale ou de l'État, et que finalement celle qui va venir après va dire : « on efface tout et on recommence ». Ça, c'est de l'autorité qui ne sert à rien et on perd du temps.

Donc, il vaut mieux prendre le temps, parfois longtemps, pour arriver à des décisions qui sont comprises — c'est la première des conditions, il faut de la connaissance, etc. — et acceptées pour qu'elles soient mises en œuvre. Il n'y a pas de politique publique

efficace qui n'obtienne pas l'adhésion de la population. S'il n'y a pas l'adhésion de la population, il n'y a tout simplement pas de mise en œuvre de la politique. Il faut que nous nous inspirions de nos voisins du nord de l'Europe dans ce domaine, on n'est pas obligé d'en prendre un modèle absolu dans les outils.

Emilie Gascon :

Des collectivités vont souvent dire qu'un foncier urbain a plus de valeur qu'un territoire agricole et s'étendre sur les champs ou les utiliser comme zone d'expansion des charges d'eau. Concrètement, aujourd'hui, on parle des inondations et de qualité d'absorption des sols, mais dans quelques années on dira que non seulement, en France, nos sols sont imperméables mais qu'en plus, les derniers sols libres sont stériles. A noter que tout est lié, par exemple, l'utilisation de parcelles agricoles pour absorber les flux mais sans une gestion des sols adaptée entraîne un lessivage des couches superficielles. Perte de biodiversité, perte de services écosystémiques, perte de fertilité, etc. il ne s'agit pas seulement de penser gestion des inondations mais qualités et capacités des environnements en général.

Une inondation aujourd'hui c'est de la boue, quid de l'imaginaire de la submersion apaisée, bénéfique, enrichie en nutriments, nettoyant les cours d'eau, rechargeant les nappes phréatiques, etc. Mais on peut aussi se dire : « comment rendre sa place à l'eau, s'adapter à son cycle pour ne pas en subir les impacts négatifs et même régénérer des territoires ». Ce retournement de la pensée est particulièrement intéressant en ce qu'il ouvre vers d'autres fonctions dans la ville, la ville régulatrice, la ville productive, la

ville purificative, la ville réparatrice, etc. vers des moyens de se reconnecter avec son environnement. Ce n'est finalement pas si désagréable que ça de se dire que l'adaptation au changement climatique passe par des parcs multifonctionnels et des balades le long de l'eau. Enfin, je caricature, je généralise, mais il y a encore des choses qu'on peut faire, avec une absolue urgence n'oublions pas, on a encore des leviers d'action pour transformer avec la nature certains territoires.

Frédéric Rossano :

On est un peu dans cette addiction au progrès, cette addiction au développement, cette addiction à la construction. On est une espèce animale industrielle, on aime faire des trous et les remblayer, on aime construire et détruire. Ce que j'ai pu constater dans tous les projets d'adaptation que j'ai étudiés, c'est qu'il y a clairement dans toute adaptation des perdants et des gagnants. C'est-à-dire qu'il y a des territoires qui vont être mieux protégés, puis il y a des territoires qui vont être sacrifiés parce qu'on va les déclarer comme zones inondables. C'est quelque chose qu'il ne faut pas masquer. Je m'adresse particulièrement aux politiques, aux chefs de projets, il ne faut pas faire miroiter des projets où tout le monde s'en sort gagnant. Il faut accepter l'idée qu'il y ait des perdants et qu'il y ait des gens qui sont dans la difficulté du fait du changement climatique, mais aussi du fait des projets d'adaptation. Et là aussi, il faut rentrer en discussion, c'est-à-dire comment est-ce qu'on compense.

Jean-Luc Léger :

Nous sommes dans une société qui ne supporte pas l'aléa, qui ne supporte pas le risque, et il va falloir que nous acceptions l'aléa et le risque. Il va falloir que nous vivions avec les inondations qui seront de plus en plus fréquentes dans la vallée de la Seine. L'effet bouchon avec La Manche, le niveau d'élévation de la mer dans La Manche, forcément va faire qu'à un moment s'il pleut beaucoup, l'eau ne va pas sortir dans La Manche et va rester là où elle est, et puis elle va s'étendre sur les bas-côtés. Il faudra que nous vivions avec.



« Sur 160 pays étudiés, seule la moitié a une politique urbaine nationale explicite. Et 20 % de ces pays intègrent dans leur politique urbaine nationale des considérations environnementales. Les élus ont leur rôle à jouer, les États aussi, dans la gestion des arbitrages et des équilibres qui aboutissent au triptyque développement économique, inclusion et soutenabilité environnementale. »

Aziza Akhmouch

IMAGINER LA VILLE RÉSILIENTE DE DEMAIN ET CES INTERDÉPENDANCES : PÉRIMÈTRE ET ENCODAGE

David Djaiz :

Ce qu'il faut c'est penser un système qui soit à la fois effectivement résilient sur le plan énergétique, sur le plan écologique et donc sobre. Donc il y a évidemment plein de paramètres à prendre en compte.

C'est un géographe Philippe ESTEBE qui a dit : « il faut sortir de la question du périmètre. Ce qui compte, c'est de construire des territoires consistants ». Le bon périmètre varie en fonction de la question. Il y a un très bon exemple pour les Rouennais, c'est l'axe Seine, l'alliance entre le Havre, Rouen et Paris. C'est pareil pour la politique de l'eau. La politique de l'eau, elle se fait à l'échelle des bassins versants. Les bassins versants, ils dépassent parfois les périmètres intercommunaux et c'est comme cela. Paris vient de conclure un contrat de réciprocité avec l'Yonne parce que l'Yonne c'est un territoire qui est un peu la ceinture maraîchère en fait de Paris. Ce n'est pas en faisant pousser des aubergines sur les toits de Paris qu'on nourrira la population parisienne. On a besoin de l'Yonne. Désolé de décevoir certains. Et puis de la même manière, pour la gestion de l'assainissement.

Donc vous voyez en fait ces politiques publiques, elles sont multiéchelles et elles nécessitent à chaque fois des réciprocités et des coopérations interterritoriales d'échelles différentes. Et donc ce qu'il nous faut réinventer, c'est un nouveau droit de la coopération interterritoriale, des alliances entre territoires qui aujourd'hui sont encore un peu à la préhistoire. Il faut prendre en compte



cette réalité des circulations démultipliée et le fait que nous vivons dans un monde de toute façon d'interdépendance extrême.

Michel Lussault :

Globalement aujourd'hui en Afrique, comme en Asie, comme en Amérique latine, comme en Europe, comme en France, le processus d'urbanisation est très largement un processus qui s'appuie sur des unités urbaines petites, moyennes, et de surcroît – chose qui n'a jamais été dite dans ce débat et qu'il faut redire – l'urbanisation des métropoles est très largement une périurbanisation. C'est aussi un processus qui est à la fois agrégatif des populations, des flux, des fonctions, etc., mais également dispersif et dissipatif. Je fais une proposition qui est complètement idiote, mais j'aime bien la faire – je l'avais faite au moment de la réforme régionale avec un insuccès dont je suis assez fier : pourquoi ne pas considérer des régions qu'on composerait à partir des bassins de vie et d'emploi que sont les métropoles ? Donc avec un cœur stable, mais des marges non fixées ? ». C'est-à-dire en fait chaque problème créerait sa propre limite. L'eau, ce n'est pas la même chose que la santé. Ce n'est pas la même chose que l'éducation. Évidemment c'est complètement rocambolesque parce que nos édifices territoriaux sont construits sur l'idée de la stabilité des limites politiques. C'est même comme cela que le territoire s'est constitué, comme un espace affecté d'une idéologie qui est l'idéologie du bornage et de la limite. Mais c'est une extraordinaire expérience de pensée politique que de se dire : « est-ce qu'on peut concevoir finalement des modalités d'intervention politique à partir de problèmes qui chacun vont définir leur géographie et leur géographie

pertinente d'action ? ». Et dans ce cas, qui parle ? Qui a le droit de parler ? Ceux qui résident ou ceux qui traversent ? Pourquoi est-ce qu'il n'y a pas de parlement démocratique du réseau de métro à Paris ? Il n'y a pas d'assemblée citoyenne du métro. Dans le meilleur cas, il y a des comités d'usagers (Rire.) Pourquoi il n'y a pas d'assemblée délibérative ? Pourquoi est-ce que les passants n'ont pas un droit de cité ?

Vous voyez, cela fait immédiatement poser des questions qui sont redoutables. Je n'ai pas les réponses mais je pense qu'aujourd'hui il faut avoir le courage de les poser.

David Djaïz :

L'imbrication du national et du local est très particulière en France, pays qui, depuis le XVI^e siècle, compte beaucoup sur ses villes moyennes où prospèrent industries et manufactures à l'instar des fameux maîtres de forges, source d'un capitalisme de petits propriétaires. Et je rappelle qu'aujourd'hui encore, il y a plus d'ouvriers en milieu rural qu'en milieu urbain. Un pacte s'est joué, en quelque sorte, entre la République et ses territoires : une forte dose de national dans le local (avec les sous-préfets, les représentants de l'État dans les fameux services territoriaux), et une forte dose de local dans le national (avec une présence importante des notabilités locales dans la prise de décisions).

Après 1945, ce système s'est un petit peu approfondi : le fordisme développé dans les usines a été appliqué à l'espace français, générant une structuration à la fois fonctionnelle et hiérarchique (avec Paris et l'État central en système nerveux central), et en damier (chaque territoire avait en quelque sorte une fonction qui lui était

assignée). Contrairement à une mythologie tenace, la France est un pays où, en raison de ce poids de l'histoire, il y a un peu de monde partout.

Dans cette configuration, système économique et système politique se répondent du fait d'une sorte d'interaction permanente entre un État central, technocratique, et des lobbies ou des intérêts socioprofessionnels ou des notabilités locales ; l'intérêt général se construit.

Tout cela a été percuté par un certain nombre de mouvements de fond qui sont apparus dans les années 1970-1980, période à laquelle la mondialisation a commencé par l'intensification des flux, y compris transnationaux, de marchandises, de services, de capitaux, de personnes, et puis de virus aussi – agents infiltrés de la mondialisation. Depuis les années 1960, les circulations nationales se sont aussi intensifiées fortement.

Les cartes sont dès lors rebattues et nous avons basculé dans l'ère de la compétition territoriale. Comment tout cela peut-il atterrir sur le plan institutionnel ? On ne peut plus être dans les vieilles oppositions statiques pensées pour des époques de stocks entre villes, campagnes, métropoles, France périphérique, etc. Tout cela est complètement déplacé et déphasé. Il faut donc penser un système qui soit résilient à la fois sur le plan énergétique et sur le plan écologique, et donc sobre. Ce qui suppose de prendre en compte de nombreux paramètres, notamment cette réalité des circulations démultipliées et le fait que nous vivons dans un monde d'interdépendances extrêmes.

Camille de Toledo

L'histoire du XX^e siècle est celle de cette grande cavale, de cette grande emprise des droits des personnes morales sur le monde. Aujourd'hui, dans une situation anthropocène, de crise terrestre, il est spontanément compréhensible que l'on veuille faire accéder à la personnalité juridique les écosystèmes, pour contrebalancer ces métasujets que sont devenues les entreprises, qui finissent par avoir un droit sur tout. Ce soulèvement légal terrestre participe d'une animisation ou d'une réanimation de nos mondes, en tout cas des mondes non humains, qui étaient traités comme des choses, des objets, et qui sont en train de basculer dans la colonne des sujets. Ce qui me passionne, c'est que l'habitation humaine, ce sont des encodages. Et il faut que l'on se remette à cette question des encodages, comment est-ce qu'on encode, parce que sinon on laisse ça à des techniciens de surface qui organisent les choses, mais sans proposer des options. Et « Le Fleuve qui voulait écrire » est vraiment une introduction à ça, à comment est-ce que l'on change et quel choix on va faire.

« Que faire ? Je dirais penser l'expérience locale comme préfiguration de l'universel. C'est-à-dire non pas le local comme l'identité, comme le centré sur soi, comme l'idiosyncrasie, comme le propre, l'irremplaçable, mais le local comme le lieu d'une expérience partageable universellement. Je crois que là il y a beaucoup à faire. Et qu'en fait ce n'est pas si difficile que ça de trouver des manières de l'actualiser. »

Joëlle Zask



Bibliographie (sélection) des intervenants

- BARRA Marc, HUTINET Laurent, LECUIR Gilles, 2014, *Économie et biodiversité : produire et consommer dans les limites de la biosphère*, Paris, Victoire Éditions.
- BOURDIN Alain, 2020, *Penser la métropole post-carbone et la faire*, Paris, Editions du PUCA.
- BUSSI Michel, 2022, *Nouvelle Babel*, Paris, Les Presses de la Cité.
- CAMBOT Stany, 2016, *Villes nomades : histoires clandestines de la modernité*, Paris, Eterotopia.
- CORDOBES Stéphane, 2020, *Si le temps le permet Enquête sur les territoires du monde anthropocène*, Paris, Berger-Levrault.
- DE TOLEDO Camille, 2021, *Le fleuve qui voulait écrire*, Paris, Les lien qui libèrent.
- DEBRIE Jean, DESJARDINS Xavier, 2021, *La métropole performative ? Échelles de la fabrique métropolitaine rouennaise*, Paris, Cahiers POPSU, Autrement.
- DJÂÏZ David, 2021, *Le nouveau modèle français*, Paris, Allary.
- DOUVINET Johnny, 2020, *Alerter la population face aux crues rapides : Compréhension et évaluation d'un processus en mutation*, Paris, Éditions Quae.
- FERRIER Jacques, 2013, *La possibilité d'une ville : les 5 sens de l'architecture*, Paris, Arléa.
- JAILLET Marie-Christine, VANIER Martin, 2016, *Alter-urbanisme : réparer la ville ou changer la société*, Paris, Conseil français des urbanistes.
- MADEC Philippe, 2021, *Mieux avec moins, Architecture et Frugalité pour la paix*, Paris, Terre Humaine.
- RUFFAT Samuel, REGHEZZA-ZITT Magali, 2015, *Résilience. Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*, Paris, Iste.
- GASCON Emilie, 2015, *Synergies entre conception urbaine et gestion de l'eau : Aménagement d'un quartier à Groningen (Pays-Bas)*, Paris, Éditions universitaires européennes.
- LAIGNEL Benoit, 1997, *Carte géologique de la France*, Paris, BRGM.
- LUSSAULT Michel, HERMANN Lou, 2020, *Chroniques de géo'virale*, Paris, Deux-Cent-Cinq Éditions.
- OSTY Jacqueline, 2021, *Scénographie des plaisirs urbains*, Paris, Parenthèses Éditions.

ROSSANO Frédéric, BEYER Antoine, HÉRAUD Jean-Alain, STEINER Bruno, 2021, *De la Ville Port à la Métropole Fluviale. Un Portulan pour Strasbourg*, Paris, Cahiers POPSU, Autrement.

TALANDIER Magali, 2019, *Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles*, Paris, Conférences POPSU.

ZASK Joëlle, 2020, *L'Opinion publique et son double ; Livre I : L'opinion sondée ; Livre II : John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 2000

VELTZ Pierre, 2019, *La France des territoires, défis et promesses*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les vidéos

du Forum de la Résilience :

- du 04 octobre : <https://www.youtube.com/watch?v=1bPb9pHohE8>

- du 05 octobre : <https://www.youtube.com/watch?v=LQmJZp7VtZw>

Partenaires de la métropole Rouen Normandie :



Partenaires POPSU Métropoles :





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

